



Les trois leaders politiques, candidats à la présidentielle de 2018, ont rendu hommage au confrère de Chillen Media Television, mort dans des circonstances troubles en captivité, et dont son décès n'a été confirmé que le 2 juin 2020.

La presse camerounaise porte depuis deux jours le deuil de **Samuel Wazizi**, ce confrère de la chaîne **Chillen Media Television**, dont la disparition dans des conditions troubles continue de choquer l'opinion nationale et internationale. La classe politique n'est pas en reste. Quelques leaders de partis politiques, à l'instar de **Maurice Kamto** du **Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC)**, de **Cabral Libii** du **Parti Camerounais pour la Réconciliation Nationale (PCRN)**, et de **Serge Espoir Matomba**, le premier Secrétaire National du **Parti Uni pour la Rénovation Sociale (PURS)**, se sont exprimés à la suite du décès tragique du journaliste, annoncé le 2 juin 2020 par **Equinoxe TV**, et confirmé le 3 juin 2020 par le **Syndicat National des Journalistes du Cameroun (SNJC)**.

Les trois candidats à la présidentielle de 2018 s'en indignent, et mettent à l'unisson le régime de **Yaoundé** au banc des accusés. Dans un communiqué rendu public le mercredi 3 juin par Maurice Kamto, «*le MRC condamne sans réserve ces actes et traitements odieux et barbares d'un régime pour lequel la vie des Camerounais n'a aucune valeur*», et exige que «*les responsables de ces actes, à tous les niveaux, y compris les donneurs d'ordre, soient identifiés, poursuivis devant les tribunaux et sanctionnés selon la loi*».

Pour sa part, Cabral Libii du PCRN *«demande au gouvernement de faire toute la lumière sur cette affaire et de tirer toutes les conclusions qui s'imposeront à l'issue d'une enquête diligente et impartiale»*, a-t-il réagi ce jeudi 4 juin 2020 sur son compte Facebook, et d'asséner: *«Le pouvoir de Monsieur **Biya** reste l'unique responsable de cette situation et devra rendre des comptes à la famille du défunt et au peuple camerounais»*.

C'est à travers le même canal que Serge Espoir Matomba s'est épanché, en s'apitoyant sur le sort désormais réservé au journaliste dans notre pays. *«Le journaliste n'est pas un danger par sa mission d'informer, d'éduquer et de divertir .Il ne doit donc pas être en danger. Et sans liberté, il n'y a pas d'enfants de la famille humaine, mais des esclaves. Sans liberté, il n'y a pas de vérité»*, regrette-t-il.

Pour l'heure, le gouvernement n'a encore dit mot sur cette tragique disparition de Samuel Wazizi, qui avait été arrêté en août 2019 par la police de **Muea**, dans la région du **Sud-Ouest**, et accusé d'être de mèche avec les groupes armés séparatistes. Sa famille, ses proches et ses avocats étaient sans nouvelles de lui, jusqu'à l'annonce de sa mort cette semaine

CIN
